

n°370 16/10/2013 2€50

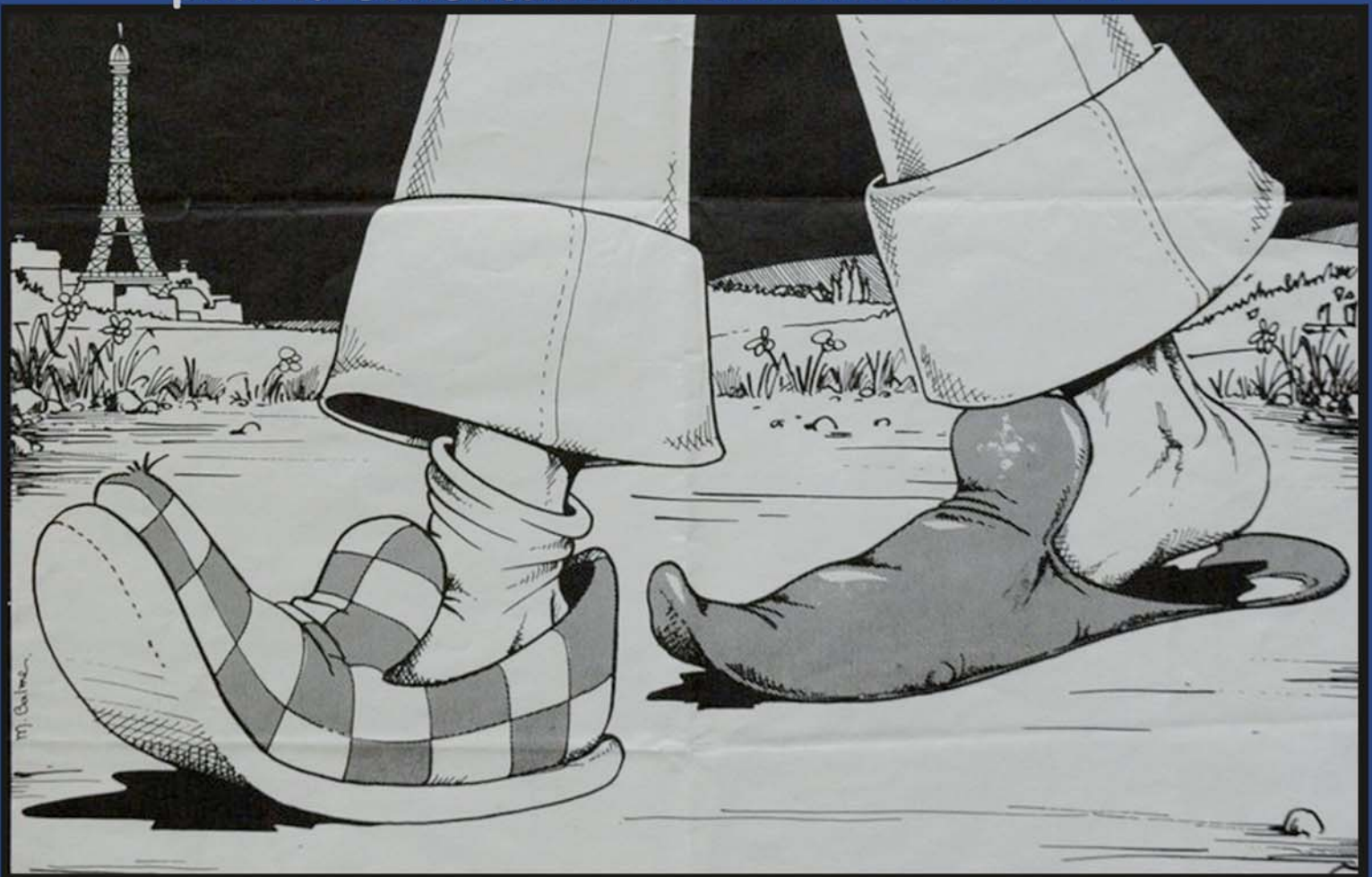
Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

IL Y A 30 ANS

MARCHE POUR L'EGALITE

Rassemblant les habitants de France de toutes origines
pour la constitution d'une société solidaire.



MARSEILLE 15 OCTOBRE / PARIS 3 DECEMBRE

Journée internationale Global Frackdown Day

Pour la deuxième année consécutive, une journée internationale pour stopper la fracturation hydraulique aura lieu le 19 octobre, la date avait été fixée lors du forum social mondial de Tunis. Des événements prenant parfois la forme de manifestations se dérouleront dans une vingtaine de pays (De l'Australie au Sénégal en passant par la Bolivie aux Etats-Unis et dans une douzaine de pays européens).

L'objectif est de dénoncer la fracturation hydraulique qui est « intrinsèquement dangereuse et les méfaits de cette industrie », tout comme « la coûteuse et mensongère campagne de relations publiques menée par les grandes compagnies pétrolières et gazières ». Le mouvement mondial en construction veut interpeller les gouvernements afin qu'ils s'engagent résolument dans une transition énergétique renouvelable et soutenable et qu'ils empêchent l'usage de la fracturation. Ce mouvement lutte également contre l'extraction du sable de fracturation, des projets de gazoducs, d'oléoducs, des stations de compression et des terminaux de GNL, etc.

En France, suite à la saisine sous la forme de question prioritaire de constitutionnalité déposée par la compagnie texane Schuepbach, le Conseil constitutionnel a confirmé le 11 octobre la validité de la loi du 13 juillet 2011 qui interdit le recours à la fracturation hydraulique, mais de nombreux permis d'exploitation (Bassin d'Alès, de Seine-et-Marne, du Jura, etc.) n'ont toujours pas été abrogés par l'Etat et des forages ont été entrepris ou sont en phase de l'être. Les collectifs restent mobilisés contre toute forme d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures de roche-mère (gaz de schiste, huiles de schiste, huiles lourdes...).

Les Alternatifs, investis depuis début 2011 dans les collectifs contre l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste, apportent leur soutien à cette journée internationale de mobilisation. Ils participeront à diverses manifestations prévues en France et dans l'Etat espagnol. ■

LECTURE

Appropriation sociale, autogestion, coopératives, communs

Espaces Marx a publié en septembre une brochure résumant un an d'activité du séminaire « Appropriation sociale », qui a pour objectif de rénover le concept d'Appropriation sociale à partir des expériences autogestionnaires de reprise d'entreprises en coopératives et de construction du commun. Ce séminaire est organisé autour de réunions d'élaboration et d'auditions de personnes identifiées pour apporter des éléments au débat.

La présente brochure comporte des textes d'introduction à ce séminaire, des propositions d'alternatives ainsi que les retranscriptions des auditions de l'année. Elle est disponible auprès d'Espaces Marx au prix de 5 euros.

Sommaire de la brochure :

Actualité de l'appropriation sociale
Urgence de la transformation sociale (Benoit Borrits)
Expériences alternatives à travers le monde (Richard Neuville)

Projet alternatif
Des pistes pour un projet alternatif (Chantal Delmas, Benoit Borrits)

Appropriation sociale et institution du commun (Pierre Dardot), Cooperatives (Pierre Zarka)

Les auditions
Situation du mouvement coopératif (Sylvie Mayer et François Longéras)
Appropriation sociale et Communs (Pierre Dardot)
L'économie sociale et solidaire (Daniel Lescornet) ■

Appropriation sociale
Autogestion, coopératives, communs

LES DOCUMENTS Marx



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,
Jean-Louis GRIVEAU
et
Arthur LEDUC

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Jusqu'à quand ...

Dimanche 13 octobre, sur toutes les chaînes d'information, en boucle, les résultats de l'élection cantonale de Brignoles. Au 20h de TF1 et France 2, Marine Le Pen invitée d'honneur. Plus tard, les piètres arguments de ceux qui hier, l'UMP, et aujourd'hui, le PS, ont nourri et nourrissent la désagrégation sociale la perte des repères.

Il n'est pas utile de revenir beaucoup sur les éléments d'une dynamique politique en oeuvre presque partout en Europe : les poussées identitaires et xénophobes, le rejet des oligarchies, comme d'une Union Européenne et de gouvernements, sous diverses étiquettes, à leur service.

Ici une perméabilité de plus en plus forte entre l'extrême droite et la droite « classique », et un PS qui n'a pas renoncé à instrumentaliser le danger FN pour sauver sa peau aux Municipales, au risque de perdre sur tous les tableaux.

Mais le constat de la situation, la remise en cause d'un "front républicain" auquel les Alternatifs de Provence opposaient "une orientation basée sur une mobilisation antifasciste unitaire, une alternative aux politiques austéritaires en accordant la priorité à la réduction massive du temps de travail et, plus globalement, un projet alternatif de société redonnant espoir et perspective" ne suffisent pas.

Une question, essentielle est posée à tous les secteurs so-

ciaux et politiques antilibéraux et anticapitalistes : la force du FN tient pour partie à notre propre faiblesse, à notre atonie. Le ressort du vote FN est, bien sûr, le racisme mais, surtout, de plus en plus, l'abandon social et territorial. Comment la gauche de combat y répond-elle ? Comment sortir de la spirale des défaites, de l'ANI à la réforme des retraites, comment, surtout, opposer une alternative au chacun pour soi de la société de précarisation.

Le choix majoritaire des Alternatifs du rassemblement avec le Front de Gauche reposait en grande partie sur l'espoir que l'union pouvait faire la force. L'union ? La force ? alors qu'une partie du Front de Gauche persiste à tenter des alliances avec le PS, et que d'autres restent dans l'attente du miracle électoral qui verra " la vraie gauche dépasser le PS".

Il ne s'agit pas ici de distribuer bons et mauvais points, mais de trouver la voie d'un large front social et politique. Celles et ceux qui privilégieront, quelle qu'en soit la forme, sectarisme ou opportunisme, l'intérêt à court terme de leur organisation sur le combat commun, vont perdre. Ils risquent, surtout, de contribuer à une défaite sociale et idéologique d'ensemble.

Quelles actions concrètes menons nous dans les milieux populaires qui votent FN ? Que faisons-nous pour être utiles dans les milieux populaires ? ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

1983-2013 : 30 ANS DEJA !
NOUS MARCHONS ENCORE
 MANIFESTATION NATIONALE
 LE 7 DECEMBRE 2013

Le collectif Égalité des Droits/Justice pour tous(tes) se réunit chaque semaine, depuis plusieurs mois. Regroupant plus d'une centaine d'associations nationales, régionales et de quartiers et avec le soutien d'organisations politiques et syndicales, il appuie les initiatives de ses membres qui se sont multipliées, depuis le début de l'année, et travaille notamment à l'élaboration d'une série de revendications regroupées autour de 4 axes thématiques sur la question transversale de l'égalité des droits.

Dans l'histoire récente ou longue, nombre de luttes sociales et de mobilisations collectives s'opposent de manière constante à l'arbitraire des situations d'inégalité.

La Marche de 1983 - conduite d'étape en étape par un groupe de 17 personnes, principalement jeunes, issues de la banlieue lyonnaise - marqua un tournant dans le rapport aux luttes dites des quartiers et de l'immigration. 100 000 personnes convergent le 3 décembre 1983 à Paris pour inscrire cet événement, largement médiatisé, dans l'histoire des luttes sociales en France.

La Marche de 1983, cette Marche qui continue 30 ans après... pose à la fois la question du bilan de cet événement et des luttes et mobilisations qui se poursuivent depuis.

En multipliant les initiatives autonomes au niveau local, régional et national, nous voulons à la fois sortir du cadre strictement commémoratif et témoigner de notre combat contre l'arbitraire des situations d'inégalité qui prévalent encore aujourd'hui et qui justifient que, 30 ans après la Marche, nous continuions de marcher, comme nous n'avons cessé de le faire depuis lors, dans le cadre de nombre de luttes sociales et mobilisations collectives.

**COLLECTIF NATIONAL EGALITE DES DROITS
 JUSTICE POUR TOUS (TES)**

Fascisme d'hier et d'aujourd'hui

Beaucoup de gens s'étonnent de la résurgence d'une extrême droite raciste, agressive et relativement puissante, caractérisée le plus nettement aujourd'hui par le "phénomène Front national". C'est comme s'il s'agissait d'un événement bizarre apparaissant pour la première fois dans l'histoire française ! On oublie trop facilement, tout d'abord, ce qui s'est passé entre 1940 et 1944 ; le développement, facilité sans doute par la présence nazie et la volonté de Vichy, d'un grand nombre d'organismes fascistes ou fascistes, Légion, SOL et Milice en zone sud, PPF, Francistes, parti national-collectiviste de Clémenti et bien d'autres en zone nord.

Vichy et les nazis n'expliquent pas tout. Il y avait évidemment un substratum fourni par les Liges d'avant guerre, Action Française, Jeunesses Patriotes, PPF de Doriot, Croix de Feu et PSF de La Roque, d'autres encore.

Conséquence du chômage

Plus généralement encore, le fascisme, avec son caractère populaire, qui le distingue de la droite classique, a régulièrement tendance à apparaître dans tous les pays quand une fraction inculte et relativement primitive du prolétariat (ou des classes moyennes prolétariées) a le sentiment que la gauche, que les forces démocratiques, ne s'occupent que peu ou mal de ses besoins. C'est le moment que choisissent les manipulateurs de droite pour proposer au peuple des pseudo-solutions et concentrer ses revendications et ses haines non plus contre la classe dirigeante et ses procédés d'exploitation, mais contre un ennemi bientôt chargé de toutes les fautes, juifs, francs-maçons, communistes et socialistes hier, immigrés et communistes aujourd'hui.

Entre les deux guerres, les causes et les conséquences mal comprises et mal assumées de la première guerre mondiale, puis la crise des années trente, causée par les erreurs du capitalisme mondial, mais auxquelles la gauche du "Cartel" puis du Front populaire n'ont pas su répondre, ont créé les conditions du développement de cette extrême droite.

Aujourd'hui le changement de structure du capitalisme et un développement du chômage bien plus rapide et vaste qu'avant guerre, développement coïncidant avec une prospérité accrue,

un enrichissement considérable de larges couches de la population et l'échec relatif, dans ce domaine, du pouvoir de gauche de 1981 à 1986 ont créé les conditions optima pour une nouvelle résurgence fasciste.

Mais il y a lieu de se demander aussi si la disparition de l'extrême droite en 1944-45 n'était pas en partie une apparence.

Dans l'ensemble, la Résistance avait été populaire et de gauche. L'extrême droite, à quelques exceptions près, s'était fourvoyée dans Vichy et la collaboration. Il y a eu à la Libération un véritable escamotage : certains droitiers se sont sans doute sincèrement convertis aux idées démocratiques, mais la majorité des familles et des tempéraments de droite et d'extrême droite ont simplement disparu de la surface sans pourtant abandonner leur idéologie et leur être profond.

Puis un certain nombre de phénomènes sont intervenus :

- La légitimation d'une certaine droite modérée par le MRP, servant de réceptacle démocratique à tous ceux qu'effrayaient communisme et socialisme.

- Une réhabilitation encore plus complète avec le gaullisme de 1946-47 et l'apparition du RPF.

- La montée du militarisme et du chauvinisme sous la forme du colonialisme, et les diverses aventures coloniales avec en conclusion la guerre d'Algérie, disqualifiant la gauche qui avait laissé se développer ces guerres et qui y avait perdu ses traditions et sa raison d'être.

- La claire mise en lumière du stalinisme, provoquant la mise au ghetto du parti communiste français et le développement généralisé de l'anticommunisme dans tout le reste de la population.

- La croissance, sur la base de ces erreurs de la gauche, d'une puissante force de droite, le néo-gaullisme, mêlant inextricablement les tendances d'extrême-droite à celles d'une droite classique parlementaire et modérée.

- La crise de 1968 et tout ce qu'elle a démontré sur l'absence d'ouverture de la société française pour la jeunesse de ce pays.

- La transformation du capitalisme à partir des années 70, le chômage de structure, l'absence de réponse de la gauche.

Poujadisme et OAS

On peut penser qu'une partie seulement de ces événements aurait suffi à faire disparaître le reliquat de la situation particulière de 1944-45 et à faire réparaître les forces d'extrême droite momentanément cachées.

En fait, elles ont reparu bien plus tôt et sous d'autres formes que le Front national. Ne pensons pas seulement à Poujade. Ce n'est pas par hasard qu'il apparaît une telle similitude entre un dirigeant du SAC comme M. Pasqua et Jean-Marie Le Pen. Il y a eu un puissant courant d'extrême-droite dans le gaullisme.

Il y en a eu un aussi encore plus net, encore plus prêt à adopter les formes du fascisme, dans l'OAS et ses succédanés.

Mais deux phénomènes ont probablement contribué à retarder l'apparition d'un fascisme véritable : d'une part le fait que de Gaulle, malgré son autoritarisme, n'avait ni le tempérament ni l'idéologie d'un leader fasciste, d'autre part le fait qu'avec la conclusion de la paix en Algérie, approuvée par la grande majorité de la population, le courant politique identifié à l'OAS a perdu sa "base de travail" et s'est trouvé en porte-à-faux et disqualifié, exactement comme les courants fascistes qui avaient joué Vichy et la collaboration.

Mais il ne suffit pas d'expliquer. Encore qu'il ne soit pas inutile de souligner que le développement de nouvelles formes de fascisme dans notre pays n'était pas inévitable, et que les fautes de la gauche, plusieurs fois au pouvoir depuis 1944, y ont été pour beaucoup, comme elles avaient été pour beaucoup dans la croissance du fascisme en Italie dans les années 20, et en Allemagne dans les années 30.

Aujourd'hui, ils'agit d'abord de se défendre et le devoir de tous les socialistes, à quelque parti qu'ils appartiennent, comme celui des démocrates dignes de ce nom, est de faire barrage au Front national et aux succédanés qui apparaîtront probablement demain.

Cependant il faut bien voir que la seule opposition dans les luttes électorales,

En hommage à Albert Jacquard

voire même dans la rue, ne suffit pas. A part toutes les séquelles des erreurs politiques commises depuis la Libération, nous nous trouvons devant un immense scandale que la droite classique fait sans doute actuellement proliférer et fructifier, mais auquel la gauche n'a pas vraiment cherché à porter remède : l'existence de trois millions de chômeurs à une époque où le produit national brut et même le revenu national par tête sont nettement plus élevés qu'ils n'étaient quand il y avait moins d'un million de sans travail, il y a un peu moins de vingt ans.

Dire qu'on n'y peut rien, que c'est une conséquence des lois économiques (comme si celles-ci ne pouvaient pas être corrigées), aggraver la situation par respect pour " l'Europe ", pour le " libre échange ", pour la " libre circulation des capitaux ", etc., est non seulement économiquement délirant mais politiquement dangereux.

C'est parce que la gauche allemande n'avait aucune réponse valable à la crise des années 30 qu'Hitler et le nazisme étaient imbattables.

Aujourd'hui la droite française a aggravé la situation économique et sociale : cela ne fait que commencer et ce n'est pas étonnant. Mais si la gauche continue à avoir aussi peu d'imagination économique, et à être aussi respectueuse de l'Europe des multinationales et de l'économie mondiale du FMI, il ne faudra pas s'étonner si une fraction encore plus considérable du prolétariat inconscient (mais à qui la faute ?), des classes moyennes appauvries et de la petite paysannerie sacrifiée aux théories échangistes, se jettent dans les bras de n'importe quel sauveur, fut-il aussi dérisoire que Jean-Marie Le Pen. ■

Claude BOURDET
22 juin 1987

in *Autogestion l'Alternative*

Moi, Albert Jacquard, ministre de l'Éducation, je décrète :

Préambule :

L'Éducation nationale ne doit pas préparer les jeunes dont l'économie ou la société ont besoin. La finalité de l'éducation est de provoquer une métamorphose chez un être pour qu'il sorte de lui-même, surmonte sa peur de l'étranger, et rencontre le monde où il vit à travers le savoir. Moi, ministre de l'Éducation nationale, je n'ai qu'une obsession : que tous ceux qui me sont confiés apprennent à regarder les autres et leur environnement, à écouter, discuter, échanger, s'exprimer, s'émerveiller. À la société de s'arranger avec ceux qui sortent de l'école, aux entreprises d'organiser les évaluations et la formation de leur personnel à l'entrée des fonctions. Il faut que les rôles cessent d'être inversés : l'éducation nationale ne produira plus de chair à profit.

Article premier

Il faut supprimer tout esprit de compétition à l'école. Le moteur de notre société occidentale est la compétition, et c'est un moteur suicidaire. Il ne faut plus apprendre pour et à être le premier.

Article deuxième

L'évaluation notée est abandonnée. Apprécier une copie, ou pire encore, une intelligence avec un nombre, c'est unidimensionnaliser les capacités des élèves. Elle sera remplacée par l'émulation. Ce principe, plus sain, permettra la comparaison pour progresser, et non pour dépasser les camarades de classe. Mettre des mots à la place des notes sera plus approprié.

Article troisième

Les examens restent dans leur principe, sachant que seuls les examens ratés par l'élève sont valables. Ils sont utiles aux professeurs pour évaluer la compréhension des élèves. Mais les diplômes ou les concours comme le baccalauréat sont une perte de temps et sont abolis. Sur tous les frontons des lycées figurera l'inscription : « Que personne ne rentre ici s'il veut préparer des examens. »

Article quatrième

Les grandes écoles (Polytechnique, l'ENA...) sont remises en question dans leur mode de recrutement. La sélection, corollaire nécessaire de la concurrence, et qui régissait l'entrée dans ces établissements, ne produisait que des personnalités conformistes, incapables de créativité et d'imagination. Pour entrer à l'ENA, des jeunes de vingt-cinq ans devaient plaire à des vieux de cinquante ans. Ce n'était pas bon signe.

Article cinquième

Les enseignants n'ont plus le droit de se renseigner sur l'âge de leurs élèves. Les dates de naissances doivent être rayées de tous les documents scolaires, sauf pour le médecin de l'école. Il n'est plus question de dire qu'un enfant est en retard ou en avance, car c'est un instrument de sélection. Chacun doit avancer sur le chemin du savoir à son rythme, et sans culpabilisation ou fierté par rapport aux camarades de classe. Par contre, un professeur a le devoir de demander à l'élève ce qu'il sait faire pour adapter son enseignement, éventuellement programmer un redoublement. Le redoublement est d'une réelle utilité s'il n'a pas de connotation de jugement.

Article sixième

Chaque professeur sera assisté d'un professeur de philosophie. Il faut en effet doubler l'accumulation des connaissances d'une approche par les concepts. Il faut en particulier passer par l'histoire des sciences, resituer les connaissances par rapport aux erreurs historiques d'interprétation des savoirs. Il faut que les élèves aient conscience des enjeux politiques qui se cachent derrière le progrès scientifique. On pourra rester quelques semaines sur un même concept, plutôt que de saupoudrer du savoir dans chaque cours.

Article septième

Le travail des professeurs par disciplines est annulé au profit du travail en équipe. La progression du travail des classes ne doit pas être perturbée par des impératifs de programme.

Article huitième

Chaque personne disposera dans sa vie, vers la fin de la trentaine, de quatre années sabbatiques afin de faire le point, se réorienter, apprendre d'autres choses. Chacun a le droit de vouloir changer de métier ou de vocation, parce qu'il n'est pas évident de se déterminer définitivement à dix-huit ans.

Article neuvième

Le ministère de l'Économie ne dictera plus ses besoins au ministère de l'Éducation. Dorénavant, le ministre de l'Économie donnera tous les moyens nécessaires à l'Éducation nationale pour réussir sa vocation. ■

Paru dans *L'Humanité* et dans *Question de classe(s)*, site alternatif d'éducation, de lutte et de pédagogie »

L'islamophobie au cœur des inégalités de classe et des discriminations raciales et de genre

Les sociologues Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed ont publié en septembre 2013 ce livre qui, en près de 250 pages d'une grande densité, fait un point scientifique rigoureux sur la question de l'islamophobie en France. Ce travail est le fruit de leurs propres recherches mais aussi des échanges réalisés au cours des deux années (2011-2013) du séminaire Islamophobie, la construction du " problème musulman " animé par les auteurs à l'EHESS.

La thèse des auteurs est visible dans le sous-titre de leur ouvrage : le « problème musulman » en France a été fabriqué par les élites au nom de " grands principes républicains " et a justifié la mise en place d'un véritable " état d'exception " touchant une population majoritairement issue des immigrations postcoloniales, appartenant très largement aux couches populaires et dont les principales victimes sont des femmes.

Après avoir rappelé ce qu'est l'islamophobie telle que la définissent les auteurs, nous nous concentrerons dans cette note de lecture sur ce qui apparaît comme le cœur de leur argumentation : comment ce phénomène a été fabriqué par les élites françaises. Dans un prochain article nous aborderons l'apport de ce livre sur l'analyse des mobilisations pour la reconnaissance du phénomène islamophobe.

-L'islamophobie : « un fait social total »

Réfutant les analyses erronées de Caroline Fourest et Fiammetta Venner², ainsi que de Pascal Bruckner³, datant l'apparition du mot à la fin des années 1970 chez des intégristes iraniens cherchant à disqualifier toutes formes de critiques de l'islam et d'émancipation des femmes, A. Hajjat et M. Mohammed replacent le concept dans le contexte colonial français qui l'a vu naître⁴. En effet, le mot " islamophobie " est utilisé pour la première fois en 1910 par un groupe d'ethnologues travaillant pour le pouvoir colonial français en Afrique. Son utilisation est liée alors à une critique interne au pouvoir colonial remettant en cause le traitement différentiel des musulman-e-s dans le cadre de l'administration coloniale. Entre 1945 et 1990, le terme apparaît dans une optique

critique postcoloniale de l'orientalisme notamment chez Edward Said dans son article " Orientalism reconsidered " ⁵. Ce n'est qu'à partir des années 1990 que le terme devient courant, dans un premier temps au Royaume-Uni, avant que son usage ne se généralise aussi bien dans le champ politique qu'académique dans les années 2000.

Mais cette généralisation du terme " islamophobie " s'est accompagnée de débats autour de sa pertinence. Ainsi, de nombreux/ses critiques ont pointé des problèmes liés à l'étymologie du mot, au flou de sa définition et à de possibles usages problématiques. Les auteurs reconnaissent que des usages visant à censurer toutes critiques de la religion peuvent exister. Ils notent aussi les imperfections du terme et le compare au mot « antisémitisme » qui lui aussi a provoqué – et continue de provoquer – des débats, sans oublier que son origine était ouvertement raciste au XIXème siècle. Tout cela ne justifie en rien pour les auteurs, et nous les rejoignons totalement sur ce point, de refuser d'utiliser le terme " islamophobie ".

Il s'agit sans conteste d'un terme majeur aujourd'hui du débat sur les questions de discriminations et d'égalité des droits d'autant plus que ce terme a été l'objet d'une appropriation par les mouvements autonomes des quartiers populaires et issus des immigrations postcoloniales. Se priver de son usage, ce serait se priver de tout dialogue possible avec ces mouvements ainsi que d'un concept important permettant de saisir les évolutions des discriminations systémiques qui structurent la société française et plus largement les sociétés occidentales.

Donnons la parole aux deux auteurs qui tentent de lui donner une définition rigoureuse : « *Nous considérons que l'islamophobie correspond au processus social complexe de racialisation/altérisation appuyé sur le signe de l'appartenance (réelle ou supposée) à la religion musulmane [...]. Dans la France contemporaine, ce " fait social total " relève d'une relation établis/marginaux dont l'enjeu central est la légitimité de la présence des immigrés postcoloniaux sur le territoire national. Il s'agit d'un phénomène global et " genré " parce que influencé par la circulation internationale*

des idées et des personnes et par les rapports sociaux de sexe. Nous faisons l'hypothèse que l'islamophobie est la conséquence de la construction d'un " problème musulman ", dont la solution réside dans la discipline des corps, voire des esprits, des (présumé-e-s) musulman-e-s »⁶.

Cette définition est pour nous très importante car elle place l'islamophobie à l'intersection de plusieurs formes de discriminations et d'inégalités qui organisent la société française : discriminations raciales tout d'abord en visant des populations issues des immigrations postcoloniales altérisées et homogénéisées sur des fondements culturels et religieux et auxquelles on refuse la légitimité d'une présence sur le sol français ; discriminations de genre en visant des femmes vues comme " soumises " et " à émanciper " par essence dans la tradition de l'orientalisme colonial ; inégalités de classe en visant des groupes appartenant avant tout aux classes populaires, occupant une position subalterne dans les rapports de production et parmi les plus précaires socialement et économiquement. Dans cette optique, la lutte contre l'islamophobie est une lutte pour l'égalité des droits, antiraciste, féministe et pour l'unité des couches populaires.

-La construction du " problème musulman " par les élites françaises

Dans la troisième partie, véritable cœur du livre, les auteurs tentent de comprendre comment s'est réalisé un vaste consensus national autour de l'idée qu'il existe un " problème musulman ". Pour cela, ils reconstituent ce qu'ils nomment la construction du « problème musulman » par les élites françaises⁷.

Tout d'abord, ce consensus a commencé à se construire sur l'articulation entre un " problème de l'immigration ", qui apparaît en France au début des années 1970, et un " problème musulman " dont les premières traces remontent au début des années 1980. Contrairement au récit standard qui place le début des débats autour de la place de l'Islam en France en 1989 avec la première " affaire du voile " à Creil notamment, les auteurs remontent jusqu'aux années 1982-1983 et les grèves ouvrières dans l'industrie automobile contre les

licenciements massifs. Lors de ce conflit, où la présence de populations issues des immigrations postcoloniales est importante, les grévistes musulmans sont stigmatisés et altérés sur une base religieuse. Le conflit n'est plus vu comme un conflit social mais comme un conflit religieux marqué par le risque de l'intégrisme, discours tenu par le patronat, par les médias mais aussi par le premier ministre socialiste de l'époque dans le cadre du tournant de la rigueur⁸.

En 1987, le débat autour de la question de la réforme du code de la nationalité va approfondir l'imbrication entre construction du " problème de l'immigration " et construction du « problème musulman ». Très vite le débat se centre sur la question de l'islam et des immigré-e-s postcoloniaux/ales et de leur place en France. Un consensus émerge autour de l'idée que " l'islam pose problème ". Mais les enfants d'immigré-e-s étant vu-e-s comme peu pratiquant-e-s, ils/elles sont alors considéré-e-s comme facilement " intégrables " notamment par le biais de l'école laïque.

La " première affaire du voile " en 1989 va remettre en cause cette vision fondée sur une injonction à l'intégration/assimilation et par la même poser la question de la légitimité de la présence des immigré-e-s postcoloniaux/ales sur le sol national.

Ainsi, l'année 1989 connaît une mobilisation pour tenter de faire du voile à l'école un danger national et demander son interdiction. Mais cela reste minoritaire car le consensus n'est pas encore atteint et une interdiction du voile à l'école est alors considérée comme contraire au principe de laïcité.

Les auteurs montrent que le contexte change profondément au cours des années 1990 à la fois par la production massive de connaissances essentialisantes sur l'islam et les musulman-e-s notamment par les médias⁹ mais aussi par une mobilisation multiforme des élites françaises sur le thème du " problème musulman ". C'est donc dans une toute autre configuration que " l'affaire du voile " dans un lycée de Montreuil éclate en 2003 : cette fois-ci un véritable consensus national existe sur le fait qu'il existe un " problème musulman ".

Pour les auteurs, le Haut Conseil à l'Intégration (HCI) est un lieu clé du

basculement idéologique qui s'opère au début des années 2000 avec notamment l'instauration d'une " nouvelle laïcité ". Ainsi, en 2001, le HCI considère que le port du hijab à l'école publique n'est pas contraire à la laïcité. Mais en 2002 une nouvelle définition de la laïcité va au contraire restreindre le droit à l'expression religieuse des élèves à l'école. Cette redéfinition de la norme laïque, considérée comme essentielle à l'intégration/assimilation et à l'homogénéité nationale, va se traduire par le vote de la loi interdisant le port du voile dans les écoles publiques le 15 mars 2004. Contextualisée au sein de la construction du " problème musulman " à partir du début des années 1980, la loi sur le voile de 2004 et la " nouvelle laïcité " qui lui a donné naissance prennent tout leur sens : il s'agit d'imposer une nouvelle discipline des corps et des esprits à une population considérée comme inintégréable/inassimilable car homogénéisée et altérée/racialisée sur des fondements culturels et religieux essentialisés.

Les auteurs montrent que les tenants de la " nouvelle laïcité ", dont le HCI est le fer de lance, souhaitent étendre cette logique disciplinaire avec à chaque fois la construction d'un " problème musulman " dans de nouveaux espaces sociaux : les métiers de la petite enfance, les mères voilées désirant accompagner les sorties scolaires ou encore les entreprises privées qui feraient face de plus en plus à des " pressions communautaires ".

C'est ainsi qu'un véritable " état d'exception ", qui se traduit par une discrimination juridique, est mis en place en France depuis 2004 visant les musulman-e-s français-e-s ou non. C'est la conséquence de l'émergence d'une " nouvelle laïcité " qui est elle-même la conséquence de la construction du " problème musulman " depuis le début des années 1980. On remarque à propos de cette " nouvelle laïcité " que la droite et le Front national ont parfaitement compris qui elle visent en réalité, et c'est ce qui explique que l'une et l'autre s'en réclament ouvertement depuis une dizaine d'années.

A la lecture de cet ouvrage indispensable pour quiconque s'intéresse au phénomène islamophobe, la lutte contre

l'islamophobie apparaît comme un élément fondamental de la lutte antiraciste et contre toutes les discriminations et pour l'égalité des droits. Une lutte qui se doit d'être conséquente c'est à dire de remettre en cause le consensus national républicain postcolonial qui justifie aujourd'hui au nom d'une " nouvelle laïcité " la discrimination légale d'un groupe de personnes considéré comme " corps étranger " à la communauté nationale. C'est un objectif de longue haleine mais il s'agit dans un premier temps de demander l'abrogation de toutes les lois islamophobes à commencer par la loi de 2004 sur le voile à l'école.

Il est temps que la gauche radicale, et plus largement toute la gauche de transformation, prenne véritablement la mesure du phénomène islamophobe. Il est grand temps aussi d'affirmer notre solidarité avec les luttes des populations et des mouvements autonomes issu-e-s des immigrations postcoloniales et des quartiers populaires.

Dans un contexte marqué par la banalisation des idées et des discours racistes, par la stigmatisation de toutes les populations ne correspondant pas aux critères de " l'identité nationale " française (on pense notamment aux discours récents de Christian Estrosi et de Manuel Valls concernant les Roms), la lutte contre l'islamophobie doit être clairement affichée comme étant une de nos priorités. ■

Arthur LEDUC

1. Pour avoir accès aux nombreuses et passionnantes interventions de ce séminaire ainsi qu'à une abondante bibliographie, voir le site internet : <http://islamophobie.hypotheses.org/>

2. Voir <http://www.prochoix.org/cgi/blog/index.php/2003/11/12/55-islamophobie>

3. Voir http://www.liberation.fr/societe/2010/11/23/l-invention-de-l-islamophobie_695512

4. Voir pages 72-78 de l'ouvrage

5. Edward Said, « Orientalism reconsidered », Cultural critique, n°1, 1985.

6. Voir page 98 de l'ouvrage.

7. Voir pages 99-160 de l'ouvrage.

8. Sur ces questions voir Vincent Gay, De la dignité à l'invisibilité. Les OS immigrés dans les grèves de Citroën et Talbot 1982-1984, 2011

9. Voir à ce sujet Thomas Deltombe, L'islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005, éd. La Découverte, 2007. Voir aussi son intervention au séminaire « islamophobie » : http://archive.org/download/ThomasDeltombe/interv_deltombe_2012-01-04.m4a

L'islamophobie au cœur des inégalités de classe et des discriminations raciales et de genre, A. Hajjat et M. Mohammed, Islamophobie – Comment les élites françaises fabriquent le " problème musulman ", éd. LaDécouverte

Communiqué des Alternatifs (Etat espagnol)

Ni cimetière nucléaire, ni fracturation hydraulique !

Nous, qui vivons sur les terres de la Mancha, sommes concernés par deux menaces environnementales (parmi d'autres) particulièrement graves : les projets gouvernementaux relatifs à l'installation d'un centre de stockage temporaire centralisé de résidus nucléaires (ATC, un cimetière nucléaire) à Villar de Cañas (Cf. R&V n°341 p.9-10) et à la recherche sur la fracturation hydraulique dans la zone du Campo del Montiel et de la Mancha. Les militant-e-s de l'Alternative rouge et verte (Les Alternatifs) refusent radicalement ces deux projets et sont impliqués activement dans la lutte contre ceux-ci.

Pourquoi refuser ces projets gouvernementaux ?

1. Parce qu'ils font courir un risque important pour la santé de la population. Ceux qui minimisent ou nient ces risques MENTENT.
2. Parce qu'ils détruiraient les écosystèmes sur lesquels reposent nos vies. La pollution des aquifères 23 et 24 supposerait que l'eau consommée sur ces terres contiendrait des substances nocives utilisées dans l'extraction de gaz de schiste (dont beaucoup sont cancérigènes) utilisées dans l'extraction de gaz de schiste. De même, les sols seraient contaminés et la pollution

nucléaire pourrait également affecter la rivière Záncara et par voie de conséquence les aquifères.

3. Parce qu'ils détruiraient les activités productives qui sous-tendent l'économie du pays. Les produits agricoles de toute cette zone seraient mis en cause en raison des risques de rayonnement et/ou de polluants de toutes sortes. En ce sens, nous rejetons l'attitude de certains (notamment certains membres des organisations agraires) qui refusent d'aborder la question. Cette « stratégie de l'autruche » est aussi absurde qu'inutile. Les lagunes de Ruidera et les Tablas de Daimiel seraient affectées et, avec elles, les activités touristiques et les emplois générés.

4. Parce qu'ils ne sont pas nécessaires pour garantir les besoins énergétiques. Nous savons ici que nous pouvons produire de l'énergie électrique par d'autres moyens. N'avons-nous pas suffisamment de vent et de soleil pour la produire ? Non seulement pour nos besoins mais également pour alimenter d'autres zones (Madrid, ...) en créant beaucoup plus d'emplois qu'avec le cimetière nucléaire et les fracturations. Et, ils sont sans aucun risque et impact nocif pour les personnes et pour l'environnement. Si à tout cela, nous ajoutons les réductions budgétaires, la privatisation et le démantèlement qui affectent nos services publics (de santé, éducatifs, sociaux, chemins de fer, ...), la fermeture d'entreprises et les licenciements dans les secteurs public et privé, la situation à laquelle nous sommes confrontés dans les villages de la Mancha ne peut pas être plus effrayante : si nous n'inversons pas totalement la situation, l'émigration et l'exode seront notre seul avenir. Pour cela, nous devons lutter, de la manière la plus constante et unitaire possible afin que la crise, dans toutes ses traductions, soit payée par les capitalistes et non par le peuple.

Si nous voulons un avenir différent de celui que nous réserve le système capitaliste, nous devons remettre en question radicalement tout le processus de production, y compris en incluant le système de propriété privé soutenu par les Etats. La véritable lutte que nous devons affronter suppose un changement de production énergétique, véritablement public, socialisé et autogéré, en

Solidarité avec la lutte du peuple syrien Bachar Al-Assad dégage ! Non aux interventions étrangères !

La révolution du peuple syrien contre le régime de Bachar Al-Assad a commencé il y a près de 32 mois avec des manifestations pacifiques pour la démocratie dans la foulée des révolutions en Tunisie et en Egypte. La répression atroce menée par le régime d'Assad a poussé le peuple à se défendre par les armes. L'insurrection de masse a réussi à libérer des territoires importants et résiste dans d'autres.

Le régime d'Assad s'appuie non seulement sur ses tanks, son aviation, ses milices et ses armes chimiques pour soumettre les Syriens, mais aussi sur l'aide massive de la Russie et de l'Iran et sur l'intervention armée du Hezbollah libanais. Le bilan est terrible : plus de 120 000 morts, des centaines de milliers d'emprisonnés, torturés, 2 millions de réfugiés à l'étranger, plus de 4 millions de déplacés dans le pays.

Dans cette tourmente, la Syrie est par ailleurs devenue la proie de multiples appétits régionaux et internationaux. D'un côté, les monarchies du golfe et la Turquie soutiennent financièrement ou logistiquement des milices djihadistes, tandis que d'un autre côté, les puissances occidentales, sous la menace de bombardements, tentent d'imposer des solutions de façade qui préservent leurs intérêts

stratégiques en maintenant l'essentiel du régime, sans le juger pour ses crimes. Ces interventions se font aux dépens des populations.

Plus que jamais, le peuple syrien a besoin de notre solidarité. Nous soutenons son droit inaliénable à l'autodéfense contre la dictature, par les moyens qu'il juge nécessaire. Nous pensons que, partout, les mouvements sociaux et progressistes peuvent faire beaucoup, avant tout en direction des conseils locaux en Syrie, et des déplacés et réfugiés syriens : populariser leur action pour la liberté, contribuer au soutien humanitaire et en moyens matériels mais aussi, dénoncer les ingérences des Etats et des miliciens étrangers, les menaces d'interventions militaires des grandes puissances, et celles que font peser sans cesse leurs bases militaires dans la région. En Europe, la manifestation concrète de notre solidarité aux Syriens est de leur garantir les droits d'installation et d'asile.

Pour manifester notre solidarité, entendre des témoignages de militants syriens qui se battent pour la liberté, la justice sociale et la dignité nationale, dans le respect de toutes les composantes de ce pays, un meeting était organisé le 18 octobre à Paris. ■

Premiers signataires de l'appel : les Alternatifs, Alternative libertaire, ATTAC, CEDETIM, FASE, FTCR, Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire, Nouveau parti anticapitaliste ...

Municipales en Ardèche

Dans un contexte morose et où pour la première fois le Front national* sera présent aux élections municipales, il y aura une liste du Front de Gauche (PCF, PG et Alternatifs) à Aubenas, (2e ville et principale aire urbaine du département). Les militant-e-s locaux du PCF se sont prononcé-e-s majoritairement en faveur d'une liste FdG. Le contexte albenassien a incontestablement joué. En effet, le PCF avait fait tomber la municipalité de gauche en 2000 (en cours de mandat), suite à une gestion désastreuse par les socialistes.

La décision a été entérinée entre les trois organisations le 9 octobre et les conditions semblent réunies pour mener à bien cette liste. Le nom de liste, la tête de liste et la mandataire financier ont été actés. La liste sera conduite par Martine Dubois (sympathisante PCF, élue sortante de la liste PCF de 2008, liste qui avait obtenue 13,7 %).

Les dimensions «citoyenne, sociale et écologiste» seront inscrites dans l'intitulé et dans le programme. Sur ce dernier, si nous devons avancer dans l'élaboration, les questions de budget participatif, des services publics gratuits (« Tout en bus », 1ers M3 d'eau gratuits, gratuité pour les couches les plus pauvres à la cantine, gratuité de l'école primaire (fournitures, garderies), de l'action sociale, de la révision de la fiscalité, écologie urbaine, etc. ont été abordées.

Des ateliers citoyens vont être organisés pour débattre du programme et cette liste va être ouverte à des militant-e-s associatifs, syndicalistes, de la gauche extra-parlementaire. Une déclaration politique sera finalisée prochainement et une conférence de presse est prévue d'ici la fin du mois.

Dans un contexte particulier, cette liste se donne pour ambition de devancer celle du PS/EELV. En 2008, il y avait 4 listes à gauche dont 3 présentes au 2e tour et toutes avaient obtenu des élu-e-s. Cependant, la municipalité devrait être conservée par la droite qui peut s'enorgueillir d'un bilan correct au niveau des services publics (création d'une régie transports financée à 85 % par les entreprises, remunicipalisation des abattoirs, consolidation des régies municipales de l'eau et de l'assainissement, de la restauration scolaire) et de l'écologie. Et ce, alors que les autres villes du département gérées par le PS privatisent...

Mais en Ardèche, Aubenas pourrait bien être l'arbre qui cache la forêt. En effet, le PCF refuse depuis des mois d'aborder les municipales en coordination du Front de Gauche, même s'il s'y est résolu en septembre ce fut dans une ambiance déléter et peu constructive. Plus grave, le Front de Gauche est paralysé depuis le mois de juin, à tel point qu'une initiative commune sur les retraites a été annulée. De toute évidence, le PCF repartira avec le PS dans toutes les villes gérées actuellement par la gauche (Annonay (+ gde ville), Privas, La Voulte, Bourg-Saint-Andéol, Viviers, en échange entre autres de Cruas qui restera au PCF. Seule inconnue, la ville du Teil, dirigée par un proche de Valls, où le PCF pourrait faire un autre choix.

A Privas, la Préfecture (mais 5e ville du département), la FASE, les Alternatifs et la Gauche Anticapitaliste avaient décidé en mai, face aux tergiversations du PCF, de lancer une liste alternative « Cap à gauche », avec le Parti de Gauche. La campagne est engagée depuis plusieurs semaines et un premier acte public s'est tenu le 20 septembre dernier avec l'intervention de Pierre Zarka. La prochaine initiative publique est fixée au 25 octobre.

Dans un département où le PS est omniprésent, il détient les 5 sièges de parlementaires, le Conseil général et une majorité de villes, la situation n'échappe pas au contexte national : Il y a un développement notable du FN et la droite reste faible et divisée hormis dans quelques villes (comme Aubenas, Guilherand-Granges) ; le PCF opte pour une attitude de préservation de l'appareil en tentant de conserver sa centaine d'élus-e-s et ses quelques municipalités, fusse au mépris du Front de gauche (qui a obtenu les meilleurs scores aux différentes élections depuis sa création dans la région Rhône-Alpes).

Correspondant

* Un collectif de vigilance contre les droites extrêmes a été créé en Ardèche méridionale, auquel participe très activement les Alternatifs. Il est présent tous les samedis matins au marché avec des tracts pour contrer les arguments du FN.

autonomie face aux intérêts des grandes entreprises électriques protégées par les législateurs.

Qu'apprenons-nous de l'organisation de ces luttes ?

Pour lutter contre ces aberrations, deux plateformes larges et unitaires ont été créées : celle contre le cimetière nucléaire à Cuenca et celle contre la fracturation hydraulique dans le Campo de Montiel y La Mancha, leurs modèles d'organisation sont différents :

* La plateforme contre l'ATC est composée de nombreuses organisations, qui lui ont permis initialement d'obtenir un large soutien social dans toute la province. Un soutien consolidé à travers les nombreuses mobilisations, dans lesquelles d'autres luttes (contre les privatisations ...) ont convergé mais ce modèle a généré 2 problèmes :

- La faible implication de nombreuses organisations qui ne participent pas au-delà de mettre leur nom pour « figurer sur la photo ». Et, que cet opportunisme avec des contradictions internes évidentes ont conduit à des divergences très significatives qui affectent sérieusement la lutte.

La question que nous devrions tous nous poser, en particulier ceux qui ont encore confiance en ces organisations est la suivante : Le PSOE et ses « satellites » sont-ils vraiment antinucléaires ?

Les militant-e-s alternatifs participent à cette plateforme mais ils n'ont jamais mis leur nom (la question leur est d'ailleurs souvent posée par d'autres organisations). Ils s'investissent à travers les mouvements sociaux, les assemblées de base et unitaires auxquels ils participent, en encourageant la mobilisation et la lutte, tout particulièrement dans nos localités. Parce qu'à la différence de certains, ils n'ont aucun désir de notoriété ou de récupération. Ce qui les intéresse est

simplement d'en finir avec le nucléaire ici et partout.

* La Plateforme contre la fracturation hydraulique a adopté un autre modèle qui nous semble plus intéressant et dans lequel nous nous sentons plus à l'aise. Elle est structurée en groupes locaux de militant-e-s de diverses provenances et filiations, qui agissent à titre individuel, ni comme porte-parole, ni comme représentant-e-s d'organisation. Ces groupes locaux se soutiennent mutuellement et se coordonnent pour la lutte. Toute organisation peut soutenir (ou non) la lutte comme il l'entend (C'est ce que nous faisons à travers ce communiqué). Mais, en tant qu'organisations, elles ne font pas partie de la plateforme. Cela a l'avantage d'éviter l'opportunisme dont nous avons parlé. De fait, nous n'avons pas à supporter ceux qui ne recherchent que leur intérêt (électoral ou autre) parce qu'ils n'ont rien d'autres à faire qu'à « récupérer ». En outre, cette diversité nous enrichit tous et nous permet de comprendre que ceux d'en bas ont beaucoup plus de convergences qu'il n'y paraît.

Cet été, une nouvelle marche à Villar de Cañas contre l'ATC et une journée de protestation dans les lagunes de Ruidera ont été organisées. Actuellement, une campagne de dénonciation se développe sur la rivière Záncara, en utilisant un «bidon radioactif» (une simulation, bien sûr). Et, d'ici le 19 Octobre (qui cette année sera la Journée mondiale de lutte contre la fracturation hydraulique), la mobilisation se renforcera. Les militants d'Alternative rouge et verte (les Alternatifs) ont participé et participent à toutes ces actions en mettant toute leur énergie et le peu qu'ils savent et peuvent, sans rien attendre en retour et en parfaite cohérence.

Los Alternativos
(Castilla-La Mancha)
(Traduction Richard Neuville)

UNE REPRISE EN SCOP AVORTEE ?

La Société Gad a été fondée au milieu des années 50 à Lampaul Guimillau, une commune rurale située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Morlaix, dans le Finistère. Au rythme du déploiement du « modèle agricole breton », Gad y a développé une activité d'abattage, de découpe et de transformation de viande de porc.

En 2007, alors que s'annonçaient les premiers signes de turbulence dans cette filière agro-alimentaire, la Société a amorcé un rapprochement avec le groupement de producteurs Prestor et avec la Cécab. La Cécab est un puissant groupe coopératif agricole du Morbihan plus connu au travers de sa marque emblématique: Les conserves et surgelés de légumes D'Aucy. Ce rapprochement a abouti en 2011 au rachat des parts détenues par la famille Gad par la Cécab, devenu actionnaire majoritaire avec 65 % des parts pour 35% à Prestor, très lié à la direction de la FNSEA régionale. La Cécab en a profité pour fusionner dans la même entité juridique les activités de Gad et celles de l'unité de production qu'elle possédait à Josselin dans le Morbihan.

Comme de nombreux acteurs de la filière porcine bretonne, la Société Gad s'est retrouvée confrontée aux profondes difficultés économiques que connaît ce secteur d'activité. Faible niveau des cours sur une période prolongée et renchérissement du prix de l'aliment font que de nombreux éleveurs jettent l'éponge, conduisant à une « raréfaction » (tout relative d'un point de vue écologique) de la matière première nécessaire pour faire tourner des outils industriels surdimensionnés. Les experts estiment qu'il y a au moins deux abattoirs de trop aujourd'hui dans la Région. Surtout la filière porcine subit de plein fouet la concurrence de l'Allemagne, ce pays ayant en quelques années fortement développé sa capacité de production; un développement basé sur une concentration et une intensification encore plus grande des élevages et sur un dumping social éhonté: L'agro-business allemand emploie un grand nombre de travailleurs de l'est européen payés au tarif de leurs pays d'origine. A 3 ou 4 euros de l'heure, ça doit être ce qu'on appelle la « concurrence libre et non faussée ».

C'est dans ce contexte que la Société GAD a fini par être mise en règlement judiciaire le 27 Février dernier. Depuis lors, les salariés ont manifesté à de nombreuses reprises leur refus du dépeçage de leur entreprise, mobilisant largement la population autour des sites concernés. Le 18 Septembre, la Cécab a déposé devant le tribunal de commerce un plan de continuation de l'activité

qui n'est rien d'autre qu'un plan de liquidation : Les unités de production de Lampaul Guimillau (850 salariés) et de Saint Nazaire (80 salariés) comme les services du siège social à Morlaix (50 salariés) voués à la disparition purement et simplement; l'usine de Josselin conserverait ses 650 emplois auxquels s'ajouteraient 350 créations de postes offerts aux ... finistériens (faut être mobile !). Le groupe Cécab, qui n'a plus de coopératif que le nom, n'en est pas à son coup d'essai: Dans le même temps, il est en train de liquider une conserverie de légumes, Boutet-Nicolas à Rosporden dans le Sud Finistère, avec à la clé plus de 300 suppressions d'emploi.

On imagine le drame social que la suppression de 850 emplois peut représenter dans un bassin de population d'une douzaine de milliers d'habitants, avec une entreprise où travaillaient de nombreux couples; un bassin de population où l'agro-alimentaire est le secteur d'activité largement dominant et où les possibilités de trouver une reconversion professionnelle sont réduites.

Alors que le Tribunal de Commerce de Rennes devait se prononcer le 9 octobre sur le plan de « continuation » présenté par la Cécab, une alternative a émergé: La reprise du site de Lampaul Guimillau en SCOP. Le projet était porté par la section FO de l'entreprise avec le soutien de son Union Départementale et il a été présenté devant l'assemblée des salariés fin Septembre; une présentation houleuse car nombreux sur le coup ont été celles et

ceux qui sont restés incrédules. Au final, ce sont environ 300 d'entre eux qui ont adhéré à l'idée. Mais le Tribunal de Commerce n'a même pas permis que l'étude de faisabilité d'une telle reprise puisse au moins se dérouler et il a préféré conforter les intérêts des actionnaires. Le couperet est tombé et les sites de Lampaul Guimillau, Saint Nazaire et Morlaix sont condamnés à la fermeture. La direction de la CECAB aura poussé le cynisme à son comble en proposant dans son « plan de sauvegarde de l'emploi » des mutations sur les sites du groupe en... Roumanie et en Hongrie. L'humiliation et l'ignoble ajoutées à la détresse sociale!

Les salariés de Gad auraient eu besoin de temps pour bâtir un projet industriel solide et convaincre de la viabilité économique de leur entreprise collective. Ils ne pouvaient pas se borner à reproduire sous forme coopérative le modèle économique productiviste antérieur et ils n'auraient certainement pas été au bout de leurs peines dans l'élaboration de leur contre-projet compte tenu de la nature de la production de leur entreprise et de l'environnement économique. Quoiqu'il en soit, leur lutte démontre que, face aux logiques mortifères du capitalisme, l'aspiration à prendre ses affaires en main, à prendre le pouvoir économique grandit chez les salariés. Nous ne pouvons qu'être attentifs à la poursuite de leur combat pour la dignité et leur apporter tout notre soutien. ■

Jean-Louis GRIVEAU

3ÈME FORUM SUR LA DÉSŒBÉISSANCE

samedi 26 octobre 2013 à Grigny (Rhône)

de 9h à 23h, au Centre Edouard Brenot (rue Waldeck Rousseau, 69520)

Les Alternatifs seront présents

70 ans après le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), quel Bien Vivre en France ?
Ecrire de nouveaux Jours Heureux. Entrée libre

9h, ouverture par René Balme, maire de Grigny et Paul Ariès, rédacteur en chef du bimestriel La Vie est à nous/Le Sarkophage et du mensuel Les Z'indigné(e)s : « *Ce qui s'invente en Afrique, en Asie, dans les Amériques et en Europe* » Animation musicale du Forum avec la batucada du Village d'Emmaüs Lescar-Pau Performance artistique inscrite dans le cadre de la Biennale d'Art Contemporain de Lyon
Avec : Matthieu le Quang, sociologue : « *Quel Bien vivre en Amérique du Sud ?* » Geneviève Azam, économiste, porte-parole de ATTAC-France : « *Quelles notions de richesse et de pauvreté ?* » Francine Mestrum, sociologue, coordinatrice Global Social Justice : « *Quelles expériences dans les pays du Sud ?* »

Aline Rigaud, victime de harcèlement sexuel : « *Harcèlement sexuel : oser désobéir à la loi du silence* », Didier Magnin, président de Citoyens résistants d'hier et d'aujourd'hui : « *le programme du CNR* » Germain Sarhy, responsable du Village Emmaüs Lescar-Pau

Aurélien Trouvé, animatrice du conseil scientifique d'ATTAC France Alain Cantarutti, Françoise Ahard, Denis Ladous, Fédération régionale des Centres sociaux Yves Rémy, directeur du CIDEFE Ville de Martigues : « *En quoi la démocratie participative bouscule-t-elle les institutions, oblige-t-elle à bouger ? Faire au-delà du cadre réglementaire, c'est aussi désobéir pour dire oui, pur faire naître des possible* »
18h, conclusions par René Balme et Paul Ariès 19h30 SOIREE CABARET ANIMEE PAR MONSIEUR TIMIDE

Quand le personnel se mobilise contre les licenciements

Au mois de septembre, les salariés d'ATOS de Grenoble se sont mobilisés contre les licenciements individuels. Pour mieux connaître ce que fut ce conflit du travail, nous donnons la parole à deux syndicalistes CGT, Ramech Dass et Marc Berger.

Rouge & Vert : Combien de salariés ATOS emploie-t-il à Grenoble, en France et dans le monde ?

Ramech Dass : À Grenoble, nous sommes 600 ; en France, 15 000 et dans le monde 75 000.

R&V : Combien y a-t-il d'usine en France ?

RD. : Il n'y a pas d'usine car nous ne produisons pas de produits manufacturés. Par contre il y a une dizaine de sites de développement informatique : Paris, Bordeaux, Rennes, Metz, Toulouse, Seclin, Nantes, Clermont-Ferrand, Nice, Aix-en-Provence et Grenoble

R&V : Que produisez-vous ?

Marc Berger : ATOS est une entreprise d'informatique tellement grosse qu'elle fait tout. Elle a une branche infogérance qui fait la gestion des parcs informatiques des grandes entreprises. Elle a une branche « intégration » qui personnalise les logiciels pour les activités des entreprises. Par exemple, le logiciel qui sert à faire la gestion pour EDF ne sera pas exactement celui qui sera utilisé par Renault. Il y a une branche « consulting » qui fait du conseil aux entreprises. Il y a une branche « Worldline » qui propose des solutions de paiement aux entreprises. Enfin il y a la branche Énergie à Grenoble.

RD. : À Grenoble, nous travaillons beaucoup dans l'énergie, notamment pour la gestion des centrales nucléaires.

R&V : Parlez-nous des licenciements ?

RD. : Depuis le début du mois d'août, nous avons été alertés par les salariés sur un petit nombre de licenciements à Grenoble, Rennes et Toulouse. Le cas de Grenoble est une personne à qui on a reproché une « insuffisance professionnelle ». En septembre une seconde salariée a été menacée de licenciement. Mais contrairement à la première personne, la seconde nous a alertés. Nous, les syndicats (CGT, CFDT, UNSA) avons alors informé les salariés de ces licenciements, fait circuler une pétition, et organisé plusieurs

rassemblements devant le site. Nous avons prévenu les autres sites ainsi que la presse. Des actions semblables se sont déroulées à Toulouse.

Suite à nos mouvements, le DRH1 du groupe est alors venu nous voir à Grenoble. Nous espérons que le projet de licenciement n'aura pas de suite. Mais c'est à suivre. Nos représentants ont été reçus par la direction à Paris.

MB. : La méthode employée par notre direction nous a surpris parce que sa technique habituelle pour réduire les effectifs c'est la rupture conventionnelle. Nous sommes dans un secteur où il y a beaucoup de « turn over2 » liés aux démissions pour cause de gèle des salaires. Nous avons ainsi perdu plus de 1 000 salariés en deux ans. Nous nous interrogeons. Est-ce une mesure ponctuelle ou une nouvelle politique menée par la direction du groupe ?

R&V : Quelles sont les véritables raisons de ces licenciements ?

RD. : Nous ne les connaissons pas. La direction ne nous a pas répondu à ce sujet. En effet, il n'y a pas de problème économique au sein de la société, ni de problème d'adaptation à l'emploi. Parler d'incompétence professionnelle est une pure invention. En effet, les personnes concernées étaient très bien notées les années précédentes. Est-ce que la direction envisage de faire pression par ces moyens-là sur l'ensemble des salariés ? C'est possible, car avec de tels licenciements tout le monde se sent menacé et se plie aux exigences de la société.

R&V : Pensez-vous que ces licenciements vont dégrader les conditions de travail ?

MB. : Cela a déjà dégradé l'ambiance dans l'entreprise : le stress a augmenté. En effet, dans une entreprise de service en informatique comme la nôtre, pour servir la clientèle, le personnel passe d'un projet à un autre. Aussi, parfois il tombe sur un projet sur lequel il ne

connaît pas la technologie et où il va falloir s'adapter. Pour un certain nombre de gens, cela peut être une source de stress car ils se demandent s'ils en seront capables et s'ils ne deviendront pas alors une cible pour la direction.

RD. : Ces licenciements sont peut-être réalisés pour faire accepter le gel des salaires, pour faire augmenter le temps de travail ou modifier les conditions de travail en faisant signer dans l'entreprise un accord de type ANI3. La direction n'est-elle pas en train d'organiser son diktat ?

MB. : C'est peut-être aussi pour faire accepter un licenciement par rupture conventionnel. En effet, accepter une telle rupture apparaîtrait maintenant comme étant moins pire qu'un licenciement sec qui offre des conditions moins bonnes. ■

*. Article publié initialement dans Gauche Alternative, journal des ALternatifs de l'Isère

1. Directeur des Ressources Humaines
2. Départs et entrées
3. Accord National Interprofessionnel



UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

♀ PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.